

Une expérience d'animation populaire par le livre : les Éditions d'en bas

Stimulating Citizen Action through Books

Una experiencia de animación popular por el libro: Las Ediciones de Abajo

Michel Glardon

Numéro 3 (43), printemps 1980

Formation et éducation populaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034988ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034988ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Glardon, M. (1980). Une expérience d'animation populaire par le livre : les Éditions d'en bas. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (3), 53–56.
<https://doi.org/10.7202/1034988ar>

Résumé de l'article

Les Éditions d'en bas veulent permettre la reconquête par les milieux populaires de leur histoire collective et l'affirmation de leur identité. Elles visent également à faire connaître la condition de travailleurs immigrés, de femmes en lutte pour la défense de leurs droits, de jeunes délinquants ou toxicomanes, mais aussi d'éducateurs spécialisés confrontés à la rigidité des normes sociales ou institutionnelles.

L'article décrit le travail, les objectifs, les problèmes de fonctionnement et l'impact politique de cette forme d'éducation populaire que sont les Éditions d'en bas.

Une expérience d'animation populaire par le livre : les Éditions d'en bas

M. Glardon

1976, la crise bat son plein en Suisse comme ailleurs, deux cents mille travailleurs immigrés ont dû regagner l'Italie ou l'Espagne, et l'on dénombre en outre cinquante mille chômeurs dans le pays ; un chiffre jamais atteint depuis la guerre. Des grèves d'une certaine importance rompent la « paix du travail » qui règle depuis 1937 les rapports entre syndicats et employeurs. Cette remontée de la combativité de la classe ouvrière ne durera guère au-delà de 1978, cependant que dans les quartiers populaires, les « mouvements d'habitants » déclinent depuis 1973. Par ailleurs, les courants écologiques et antinucléaires sont fort actifs, la contestation des prisons s'amplifie, des groupes se forment pour la défense des droits des chômeurs ou des usagers de la psychiatrie.

Voilà, rétrospectivement et bien schématiquement, comment se présente le climat dans lequel est lancé le projet d'un groupe d'édition populaire qui se présente ainsi, dans une circulaire de juin 1976 :

« À travers les activités et les rencontres que nous avons depuis plusieurs années avec des pauvres, des ouvriers pauvres, des sous-prolétaires, s'est peu à peu affirmée l'idée qu'il serait extrêmement utile de pouvoir travailler avec eux à la reconquête de leur histoire collective, à l'affirmation de leur identité. Retrouver des attaches, avec ceux qui vous ont précédé ou avec ceux qui vivent la même condition que vous sans que vous le sachiez : voilà quelque chose qui fait de vous un autre homme qu'un cas social, qu'un patient, qu'un usager.

Nous sommes aujourd'hui arrivés à la conclusion que

nous pouvons nous-mêmes faire le travail d'édition (recueillir ou susciter des textes, aider leur mise en forme, les faire connaître et reconnaître...) dans des conditions telles que cette activité soit véritablement liée à un effort de promotion collective de la couche sous-prolétarienne dans notre société. Dans l'idéal, cela voudrait dire — cela voudra dire — la rencontre en un même lieu d'une population qui reconstruit son histoire (et son actualité bien sûr) et de la fabrication matérielle de son message sous forme de livre. Rien de moins « esthétisant », « underground » que ce projet qui se réalise sous le nom, que nous espérons parlant, d'ÉDITIONS D'EN BAS. »

Début 1980 on peut mesurer le chemin accompli, et réfléchir à ses détours.

Histoire des pauvres ou histoire populaire ?

Nous voulions permettre aux milieux populaires, et particulièrement à sa composante la plus pauvre, de « retrouver ses racines » ; nous partions à la reconstitution du passé des pauvres d'ici et d'aujourd'hui. Le premier titre portait sur l'assistance au moyen âge, d'après principalement les comptes des hôpitaux. Le livre a été bien accueilli et, je crois, bien utilisé par des militants de mouvements de promotion sous-prolétarienne.

Le deuxième titre, par contre, a été médiocrement reçu. Il s'agissait de la réimpression d'un rapport parlementaire de 1840 sur le « paupérisme » dans notre région. Malgré une introduction et une

post-face qui montrent le parti qu'on peut tirer de ce rapport et indiquent des possibilités de parallèles avec la situation actuelle, les milieux populaires et intellectuels ont été choqués par le paternalisme cynique des députés de cette période qui est en fait la fin de l'Ancien Régime. La technique du fac-similé pour le texte du rapport a représenté un obstacle pour certains lecteurs, et il semble que le livre aurait mieux « passé » s'il avait été réécrit plutôt que composé du texte original de 1840.

Mais on peut se demander si le problème n'est pas plus profond : n'y a-t-il pas des conditions à remplir pour que le discours tenu à l'époque *sur* les pauvres puisse livrer une part de vérité utile aux pauvres d'aujourd'hui ?

L'impossibilité pratique de reconstituer une histoire des pauvres basée sur leur propre discours (puisque, par définition, ils ont été privés des moyens de décrire leur situation), de même que l'ambiguïté du terme de « pauvre » dès la Révolution insurrectionnelle nous a amenés à parler désormais de collection « Histoire populaire ».

Le livre *Propre en ordre* a illustré un aspect de cette nouvelle orientation. À partir d'archives diverses, une historienne a reconstitué les stratégies qui ont permis de faire du peuple suisse, aussi sale et « barbare » qu'un autre en 1850, un des peuples sans doute les plus hygiéniques et le plus policés de la terre, peut-être le plus « domestiqué ». Mais cette approche décrit, comme en creux, les interstices où les révoltes et les misères vont se réfugier et être reproduites.

Seul de tous nos livres, *Propre en ordre* a bénéficié d'une aide financière officielle qui limite nos risques financiers sans supprimer pour autant tous nos problèmes.

Cette remarque m'amène à expliquer pourquoi nous nous percevons comme un projet d'animation plutôt que comme une maison d'édition.

Rentabilité commerciale et utilité sociale

Pour choisir un texte, qu'il s'agisse d'accepter un manuscrit (nous en recevons un à deux par semaine) ou de soutenir un groupe dans la réalisation d'un livre collectif, nous recourons principalement à deux critères. D'abord il doit être lié aux milieux *populaires*, il doit favoriser l'unité de la classe

ouvrière, la connaissance ou la reconnaissance de ses racines, de son identité, etc. Bref, il doit être utile à un niveau politique, au sens large. Cet intérêt peut être symbolique : qu'une ouvrière pauvre comme Violette Prévot ou une paysanne de haute montagne comme Agapé prennent la parole a pour nous, indépendamment de la valeur littéraire de leur texte, une importance sociale.

Second critère : le texte est-il capable d'être reçu, utilisé par suffisamment de gens ? Nous ne lançons pas un produit sur un marché anonyme, nous tentons de répondre à un besoin exprimé par certaines personnes ou certains groupes. Notre survie économique a été principalement liée, au début de notre existence, à l'existence de souscripteurs réguliers, personnes ou institutions recevant systématiquement nos nouvelles parutions et les payant dans le mois qui suit si elles n'utilisent pas le droit de renvoyer le livre dans les dix jours. Suivant les titres, ce sont de 10 à 30 % des envois qui nous reviennent, parfois avec des commentaires. Ces retours sont pour nous une indication importante de la correspondance entre nos parutions et les attentes des quelques centaines de personnes ou groupes avec qui nous sommes en lien. Un autre aspect important de l'utilisation de nos livres est leur diffusion à travers les syndicats (Confédération romande du travail), le Club socialiste romand du livre, les stands de livres du parti communiste et les librairies parallèles ou militantes (politiques, féminines, etc.). Les échos que nous recevons de ce côté nous permettent de tenter d'améliorer la qualité des outils qu'avec nos livres nous voulons mettre à disposition des milieux populaires et de la gauche. Bien entendu, nos livres se trouvent aussi dans les librairies commerciales.

Fonctionnement

Les Éditions d'en bas sont une association sans but lucratif dont sont membres d'office les souscripteurs réguliers et tous les collaborateurs militants. Au bout de trois ans, nos comptes sont équilibrés, ce qui signifie notamment que, conformément à ce que nous espérons, les livres qui se vendent le mieux permettent d'éponger les pertes entraînées par d'autres. Comme nous n'imprimons par nous-mêmes, nous sommes heureux d'avoir pu payer

complètement les imprimeurs qui, au début de l'aventure, prenaient le risque de travailler pour nous ; nous versons aux auteurs les mêmes droits que ceux qu'ils recevraient de n'importe quel éditeur, mais notre travail d'éditeur reste jusqu'à maintenant entièrement bénévole (nous préférons dire militant, mais le résultat financier reste le même !). À terme, cela pose des problèmes : si des travaux comme la relecture de manuscrits ou la conception d'une couverture présentent un certain intérêt et peuvent relativement facilement être distribués entre diverses personnes, assurer les expéditions, tenir la comptabilité ou assurer les relations publiques exigent continuité et, pour une petite part en tout cas, centralisation. Nous voudrions garder la liberté que nous donne le bénévolat actuel (essentiellement le fait d'intellectuels ne travaillant qu'à mi-temps, d'anciens détenus, de chômeurs), tout en éliminant ses graves inconvénients (surchage, irrégularité). Au cours de 1980 nous espérons pouvoir financer modestement un ou deux poste à temps partiel, sans pour autant abandonner nos critères de choix, sans nous mettre en chasse de bestsellers commerciaux à tout prix.

Une édition de lutte

Au printemps 1976 s'est déroulé un des plus importants conflits dans le secteur du travail social en Suisse romande : treize éducateurs licenciés d'un centre d'accueil de toxicomanes pour avoir refusé l'introduction de la méthode « Daytop ». Par la suite un groupe se constitue autour de travailleurs sociaux syndiqués et de membres des Éditions d'en bas, pour réaliser un livre, *Qui shoote qui ?*, dont la fonction est double : d'une part servir de « mémoire d'une lutte » (dans ce secteur, ce sont les notables et les directeurs d'institutions qui restent le plus longtemps en place, disposant de diverses tribunes pour imposer peu à peu leur version des luttes aux nouvelles générations de travailleurs sociaux), et d'autre part proposer une autre approche du prétendu « phénomène drogue ». Essentiellement diffusé par les syndiqués, ce livre reste, malgré des défauts dus aux conditions de sa réalisation, un instrument de résistance à l'idéologie thérapeutique des soi-disant spécialistes de la drogue.

Avec *L'Antichambre de la taule*, nous proposons

non plus la mémoire d'une lutte, mais son amorce. Un groupe composé de personnes intéressées, de sociologues, de pensionnaires d'une maison de « rééducation » s'était fixé comme objectif un réel changement dans la condition des pensionnaires d'une institution. Un des moyens choisis fut la réalisation de ce livre, dont un tiers est composé d'interviews de pensionnaires (rejoignant ainsi une préoccupation d'une autre de nos collections : « la parole au peuple »). La parution du livre, relayée par un débat parlementaire, a amené, dans un premier temps, le limogeage du directeur de l'institution, une restructuration complète étant à l'étude.

Ces deux exemples précisent peut-être notre position dans l'édition : militants qui éditent autant qu'éditeurs qui animent. C'est ici qu'éditer veut vraiment dire « faire sortir » un texte.

La parole au peuple

Le premier titre publié dans cette collection, *La Redresse*, d'A. Honnegger, aurait aussi pu prendre place dans la série « Contre les murs ». Il s'agit d'un roman autobiographique où l'on voit un jeune de l'Assistance publique placé à la campagne, puis dans des « maisons » de plus en plus fermées, dans la Suisse alémanique des années quarante. Des expériences diversément concluantes mais riches d'enseignements se sont déroulées à l'occasion de cette publication. D'une part, après avoir songé à une traduction collective, nous avons constitué un « groupe de référence » interlocuteur du traducteur. De cette manière, davantage de personnes ont pu participer à l'adaptation et à l'actualisation de la traduction. D'autre part, une préface d'un jeune sorti tout récemment du circuit des maisons d'éducation romandes ancrerait ce texte dans la réalité présente. Enfin, une part importante des exemplaires du livre a été diffusée par des canaux militants. Notamment une association cantonale d'éducateurs l'a offert à tous ses membres.

Avec *Je ne suis pas industrialisable* de Gilbert Grandchamp, nous avons essayé de sortir de la « forme-livre » en éditant un cartable de textes libres sous forme d'affiches de diverses tailles. L'une d'elle a connu un succès particulier. Des commandes nous sont venues même de patients d'hôpitaux psychiatriques.

Au format de 70 cm sur 1 mètre, on peut y lire :

*On m'a appris à l'école la politesse, le respect merci
On m'a appris à l'Église la morale, la bonté merci
On m'a appris à l'armée c'est lui ou c'est moi merci
Maintenant je suis à l'asile je ne fais plus de bêtise merci*

Deux livres traduits de l'italien nous ont donné l'occasion de reformuler notre ligne d'action. Si au début nous avons mis l'accent principal sur les couches sous-prolétariennes des milieux populaires, l'histoire et l'expression de leur écrasement, de leur « exclusion », nous sommes arrivés progressivement à la conviction qu'il fallait absolument éviter que ces couches soient perçues comme une population d'essence différente, comme un peuple à part. Nous risquions en effet de renforcer sa mise à l'écart des classes ouvrières ou paysanne, plutôt que de faire reconnaître sa présence et son apport spécifiques.

L'autobiographie de Sante Notarnicola, *La Révolte à perpétuité*, indiquait bien qu'il y a des moments prolétaires et sous-prolétaires dans la vie d'un homme marquée par une enfance passée dans la misère de l'Italie méridionale, le militantisme au parti communiste, puis la délinquance politique, jusqu'à cette condamnation à perpétuité que Notarnicola purge depuis dix ans dans les « pénitenciers spéciaux » pour détenus politiques en Italie. Ce livre nous a permis aussi de rappeler, non sans quelques risques de confusion à l'apogée du « terrorisme » allemand, l'apport décisif de la révolte à la construction d'une identité de classe.

Avec *La Condition immigrée — Les ouvriers italiens en Suisse* de Delia Castelnuovo-Frigessi, nos éditions ont fait place, au contraire, au noyau de la classe ouvrière en Suisse. À côté de la première analyse marxiste sérieuse du phénomène migratoire entre l'Italie et la Suisse, le livre présente des dizaines d'interviews de travailleurs et de militants et des documents sur les principales luttes ouvrières suisses de ces dernières années, montrant notamment la combativité due aux organisations politiques et syndicales des immigrés. Les rabats du livre nous servent à l'occasion à exprimer un commentaire ou une volonté particulière. Sur ceux de *La Condition immigrée* nous affirmons que « Les Éditions d'en bas ne sont pas en dehors du mouvement ouvrier : ce dernier — et c'est son drame de l'oublier — est composé d'ouvriers Suisses et étrangers, d'ouvriers intégrés et exclus, de luttes

syndicales et de révoltes dans les prisons ». En Suisse romande, ce sont plutôt les Éditions Gronauer de Genève qui publient les textes liés aux syndicats et au mouvement ouvrier organisé ; nos deux livres parus en 1979 dans la collection « la parole au peuple » reprennent sur un autre registre le thème de la pauvreté ouvrière dans *Sans bagages* De Violette Prévot (premier texte de la collection écrit en Suisse romande même) et celui de la révolte dans *Liva* De Hilda Boeglen (une femme raconte comment elle est amenée à choisir la fuite devant les décisions de la Justice et la vie dans la clandestinité avec son fils « adoptif », Liva). Ces deux livres, largement présentés dans la presse romande, avec indication de notre adresse, nous ont valu un nombre considérable de commandes directes, montrant ainsi que nous touchons de mieux en mieux le public populaire qui ne va pas dans les libraires, et tout un courrier de personnes disant avoir vécu des choses semblables à celles que raconte Violette Prévot, ou se sentir proche d'elle ainsi que de personnes souhaitant soutenir Hilda Boeglen après sa décision. Pour ce livre, nous avons d'ailleurs travaillé en étroite collaboration avec un « comité de soutien » local.

Perspectives

Que nous l'ayons choisi ou pas, nous avons été amenés à fonctionner de plus en plus en « semi-professionnels » au plan technique, tout en restant bénévoles financièrement. Pour l'avenir, deux possibilités nous semblent se présenter : ou bien diminuer le rythme des nouvelles publications (les années 1976 à 1978 voyaient paraître à peu près quatre titres par an ; nous en avons sorti pratiquement un par mois depuis l'été 1979) et conserver un statut purement « militant » — mais n'est-ce par l'anémie qui nous guetterait ? Ou bien, et c'est cette possibilité que nous espérons réaliser, maintenir le rythme et arriver à nous payer au moins en partie, mais sans être emportés par des priorités commerciales.

La réponse dépendra un peu de nous, beaucoup des lois du marché, mais surtout de notre articulation aux mouvements des milieux populaires, c'est-à-dire de notre utilité pour eux, mais aussi de leur vitalité.

Michel Glardon
Éditions d'en bas